

Département des Côtes d'Armor  
Arrondissement  
de LANNION

République Française  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
du **CONSEIL MUNICIPAL DE TRÉGUIER**

MAIRIE de  
TRÉGUIER

**SÉANCE du 10 juillet 2023 à 19h00**

Membres en exercice : 19  
Membres présents : 17  
Procurations : 2

**Etaient Présents** : M. G. ARHANT, Maire,  
M.P. BODIN, A. LE DANTEC, P. TOULARASTEL, adjoints,  
M. EVEN, O. GUEGUEN, P. MACE, M.Y MADEC, G.  
PLAPOUS, R. ROLLAND, S. CATHOU, F. VOISIN , C. LE  
MARLEC, M.P. COHAS, Y. REVAULT D'ALLONNES, E. LE  
CARVENNEC, K. LE ROUX, P.RENAULT, conseillers

N° DEL 48/2023

**Absents excusés** :  
F. SIMON proc à G. ARHANT  
P. RENAULT proc à M.P. BODIN

**Date d'envoi de convocations** : 05 juillet 2023  
**Secrétaire de séance** : F. VOISIN

**48/2023 – Mise en place d'un régime d'astreintes**

Monsieur Le Maire informe les conseillers que suite à la décision de fermer le parc Anjela Duval au vu des incivilités nocturnes il convient de mettre en place un régime d'astreintes pour les agents qui seront amenés à intervenir pour l'ouverture et la fermeture du parc en dehors de leur temps de travail habituel

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

- Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu** le Code Général de la Fonction Publique,
- Vu** le Décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,
- Vu** le Décret n° 2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,
- Vu** le Décret n° 2002-148 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des permanences au profit de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'Intérieur,
- Vu** le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,
- Vu** le décret n° 2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

**Vu** l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

**Sous réserve de l'avis du Comité Social Territorial,**

**Considérant ce qui suit :**

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte ou, à défaut, donner lieu à un repos compensateur sous certaines conditions.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

**DECIDE** d'instaurer le régime des astreintes selon le dispositif suivant :

#### Article 1<sup>er</sup> – Motifs de recours aux astreintes

La mise en œuvre des astreintes est destinée à assurer un fonctionnement optimal des services publics dont l'intervention peut se justifier à tout moment. Il s'agit en particulier d'assurer dans des conditions adaptées la tranquillité et la sécurité publique, et de garantir la continuité des services dans les domaines où elle s'impose.

La collectivité pourra recourir à la mise en place d'une astreinte dans l cas suivant : Ouverture et fermeture du parc Anjela Duval situé à Tréguier.

Les astreintes auront lieu soit :

- du vendredi soir au lundi matin
- jour férié

#### Article 2 – Le personnel concerné

Il sera possible de recourir aux astreintes pour les agents de la filière technique occupant les emplois suivants : ensemble des agents des services techniques

### Article 3 – Modalité d'application

Il est fixé, comme suit, les modalités d'application du régime des astreintes et des interventions, pendant ces périodes, accomplies par les agents titulaires et stagiaires et agents non titulaires de la collectivité :

Situations donnant lieu à astreintes	Services et emplois concernés	Modalités d'organisation	Modalités d'indemnisation
<i>Filière technique (Astreintes d'exploitation)</i>			
Ouverture et fermeture du parc Anjela Duval	Ensemble des agents du service technique (stagiaires, titulaires et contractuels)	Mise en place d'un planning mensuel fixant les astreintes.  Un plafond maximum de 14 astreintes par agent et par an est fixé.	L'astreinte fera l'objet d'une indemnisation au taux en vigueur.  Les heures d'intervention effectuées par l'agent durant sa période d'astreinte feront l'objet d'une indemnisation, en heures supplémentaires (IHTS) pour les agents concernés dans les conditions définie par la délibération instaurant ces indemnités.

Les agents seront informés au moins 1 mois à l'avance de leur période d'astreinte sauf situation exceptionnelle. En cas de délai de prévenance inférieur à 15 jours, l'indemnité d'astreintes sera majorée de 50 %.

**DECIDE** que, sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année,

**D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants,

**D'AUTORISER** l'autorité territoriale à signer tout acte y afférent,

Pour extrait conforme au registre,  
Guirec ARHANT

Le secrétaire de séance  
F. VOISIN



Le Maire,  
Rendu exécutoire par transmission  
en Préfecture de Saint-Brieuc  
et affichage en mairie, le 12/07/2023  
Le Maire,  
Guirec ARHANT

